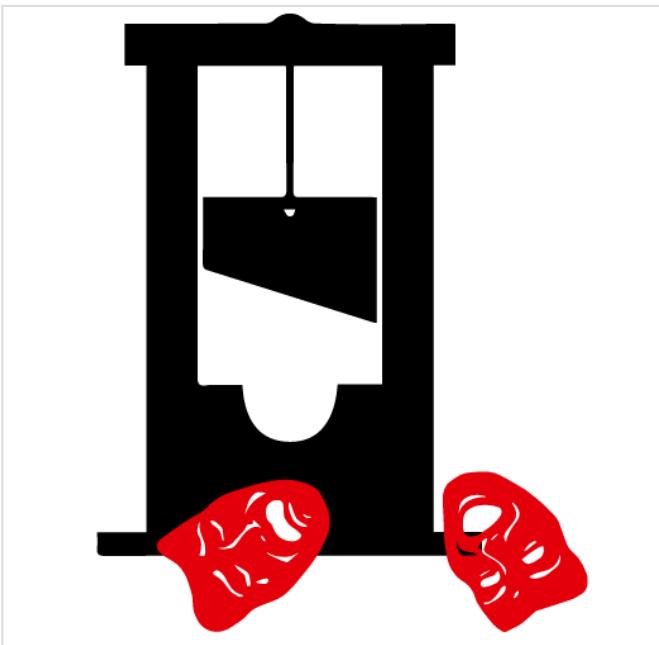


La culture mise à mort

Publié dans l'hebdomadaire du NPA,
L'Anticapitaliste n°417 daté du 15 février
2018



Lundi 15 janvier avait lieu la première réunion du Conseil national des professions du spectacle (CNPS) du mandat de la nouvelle ministre de la Culture. Cette réunion avait lieu dans un contexte d'annonces gouvernementales qui ont de quoi inquiéter.

Les 10 milliards d'économies prévus sur le budget de l'État ne se feront certainement pas en finançant la culture ! En novembre, *le Monde* a rendu publics les premiers documents de travail de CAP 22, dans lesquels c'est la mise à mort de la culture qui est annoncée : personne ne sera épargné.

Spectacle vivant

Pour le spectacle vivant, un guichet unique devrait centraliser les demandes de subventions, alors qu'il était possible jusqu'à présent de demander des subventions à plusieurs échelles : municipale, départementale, régionale (via les DRAC que le gouvernement veut faire disparaître) ou nationale. Cette politique, censée en finir avec un saupoudrage souvent dénoncé à juste titre, qui fait que beaucoup de compagnies touchent un tout petit peu mais aucune suffisamment pour ses besoins réels, va en réalité renforcer une esthétique officielle et accroître la mise en concurrence entre les projets. Le projet cible aussi les structures nationales (Opéra de Paris, Philharmonie de Paris...) et compte, à l'occasion des renégociations des conventions collectives, faire d'énormes économies sur le dos des salariéEs (fusion des orchestres, fin des régimes spéciaux de retraites, polyvalence des emplois, etc.).

Audiovisuel public

L'audiovisuel public n'est bien sûr pas en reste : diminution des programmes, fermeture

des bureaux régionaux, fusion de chaînes (France 3/France Bleu), baisse des subventions, mutualisation de l'information nationale et internationale... Tout est bon à prendre pour faire baisser l'enveloppe de 8 milliards que le secteur coûte chaque année à l'État.

Archives

Le projet prévoit une ingérence dans la gestion des archives, avec une limitation de l'archivage aux « archives essentielles » et une « rationalisation » de la gestion des archives au niveau des régions et départements : regroupements des services à compétence nationale (archives nationales, archives de l'outre-mer, archives du travail) ; développement de l'e-archivation et mutualisation de la BNF, de l'INA et du CNC. Tout cela pose la question, à terme, de la disparition de l'INA créé en 1974 par la réforme de l'audiovisuel, et qui est chargé des archives audiovisuelles, du soutien à la création audiovisuelle et de la formation professionnelle.

Cinéma

Le cinéma n'est pas épargné : développement de l'offre numérique, regroupements et industrialisation de l'économie du cinéma dans une visée de compétition internationale, avec un enjeu d'« efficience des aides publiques » pour attirer sur le territoire des activités « à forte valeur ajoutée ». Il serait question de supprimer les postes de spécialistes du cinéma dans les DRAC.

Dire non à la ministre

Voilà le contenu du plan que prévoit le gouvernement pour la culture : une attaque sans précédent contre le service public ! C'est dans ce contexte que s'est réuni le Conseil national des professions du spectacle en janvier. La CGT spectacle avait appelé à une mobilisation pendant que la réunion se tenait. Nous étions une petite centaine à nous rassembler devant... une guillotine : c'est ce que les projets du ministère concernant la culture nous ont inspiré ! La délégation CGT spectacle est vite sortie du ministère. Après avoir entendu le discours de la ministre, en guerre contre la « ségrégation culturelle » et qui a multiplié les formules creuses, les camarades ont posé les questions qu'ils avaient à poser, parmi lesquelles : quid des conséquences des ordonnances sur notre métier ? Le ministère est-il prêt à démentir le contenu du document CAP 22 ? Est-il prêt à ignorer les injonctions de Bercy à faire des économies ? La ministre a été incapable de répondre : la langue de bois ne suffisait plus, ses conseillers lui tendaient des dossiers qu'elle n'arrivait pas à lire. Les camarades ont tout simplement quitté les lieux pour rejoindre le rassemblement, après avoir symboliquement déchiré le document CAP 22. C'est par la mobilisation que nous empêcherons cette guillotine de fonctionner. Non à la mise à mort de la culture !

Comité ATIPIC, le 23 février 2018